

ALTERNATIVE

libertaire



AL 236 - Février 2001

**Mondialisation
et apartheid social**

FÊTE

Rendez-vous le 24 mars 2001
pour le 25ème anniversaire d'AL...

LA PENSÉE DU MOIS

Max Stirner

ÉDITO

Contre l'apartheid social - Babar (JC de Tours)

L'ESSENTIEL

Municipalisme ou Communalisme - Paul Boino

POING FINAL

La Fraternité - Michel Bakounine

SOCIÉTÉ DE CON-SOMMATION

CHEZ MAC-DO, C'EST
INTERDIT DE VOMIR
PENDANT LE SERVICE!

ALORS JE L'FAIS
AVANT!



Fête du printemps

À l'occasion du 25^{ème} anniversaire
de l'imprimerie 22-Mars...

Nous avons le bonheur de vous inviter
à une journée de débats et de musique...

le samedi 24 mars 2001
au café *Le Grain d'Orge*
(142 chaussée de Wavre à 1050 Ixelles)

- **À 16 heures** : rencontre *questions et réponses* à toutes les interrogations qui vous taraudent sur l'évolution de la presse libertaire en Belgique.

Présentation des projets du *Magazine Libertaire* trimestriel et du nouvel *Alternative Libertaire*.

Cris de joie et mur des lamentations sur le sens de la vie et l'évolution de celle de chacun.

- **À 21 heures** (l'heure des plaisirs) : un concert de blues avec **Marc Lelangue** (une valeur confirmée) et la jeunesse créative des **Buttnaked**.

Et si vous insistez vraiment, après en avoir pris plein les oreilles, il devrait être possible de pouvoir danser... jusqu'au bout de la nuit!

Entrée libre!!

Tout vagabondage déplaît au bourgeois, et il existe aussi des vagabonds de l'esprit, qui, étouffant sous le toit qui abritait leurs pères, s'en vont chercher au loin plus d'air et plus d'espace. Au lieu de rester au coin de l'âtre familial à remuer les cendres d'une opinion modérée, au lieu de tenir pour des vérités indiscutables ce qui a consolé et apaisé tant de générations avant eux, ils franchissent la barrière qui clôt le champ paternel, et s'en vont par les chemins audacieux de la critique, où les mène leur insatiable curiosité de douter.

Max Stirner

Contre l'apartheid social !

Révolutionnons le nouvel ordre mondial.

La période des *trente glorieuses* (1945/1975) a été marquée par l'instauration de la production et la consommation de masse et par le renforcement de l'État-providence.

Ce nouveau mode d'exploitation capitaliste (le fordisme), basé sur un compromis historique entre la classe dirigeante et les structures représentatives des travailleurs (les syndicats réformistes) a permis d'assurer à ces derniers un minimum vital : santé, logement, éducation, sécurité de l'emploi...

La pensée économique du fordisme, fondée sur les idées de l'économiste Keynes, peut se résumer ainsi : pour résoudre les crises engendrées par la surproduction (par exemple la crise de 29), il importe de s'appuyer sur le *marché intérieur* constitué par l'ensemble de la population d'un pays, d'où la mise en place d'économies nationales auto-centrées en Occident. Durant cette période, la demande nationale s'adresse, en priorité, à l'offre nationale. Inversément, en réaction à la crise latente du fordisme, qui se développe à la fin des années 60, on assiste à une *internationalisation* croissante des marchés : la part des importations et des exportations va croître dans le volume global des échanges, de même que la part des investissements à l'étranger.

La *mondialisation de l'économie* va se caractériser par une interpénétration et une interdépendance accrues des économies centrales, d'où le besoin pour ces pays de se spécialiser sur des secteurs compétitifs (par exemple le nucléaire en France). Par ailleurs, l'investissement direct à l'étranger prend le pas sur les échanges commerciaux dans le processus d'internationalisation. Ces investissements sont marqués par un degré de plus en plus élevé de

concentration au sein des pays avancés et se font aux dépens des pays en développement.

Le monde se construit autour de trois pôles hégémoniques et concurrentiels entre eux : le continent nord-américain (ALENA), l'Union Européenne et le sud-est asiatique (Japon et "nouveaux dragons").

De la mondialisation

Autre phénomène, les marchés et les multinationales acquièrent de plus en plus de puissance, limitant à la portion congrue la réalité du pouvoir que détiennent encore les États. Ces derniers ne peuvent plus déterminer ni contrôler les politiques monétaires et/ou industrielles. Les marchés imposent de plus en plus leur diktat : ce sont eux qui déterminent les choix politiques en fonction des finalités qu'ils se sont fixées. Ils détiennent le véritable pouvoir sur lequel aucun contrôle ne peut être exercé tant leur autonomie est grande. Une politique sociale ne leur plaît pas... la bourse s'effondre. Une politique de restructuration (avec des milliers de perte d'emploi) leur agréée... la bourse monte en flèche.

Cette mondialisation économique n'aurait évidemment pas été possible sans quelques outils adéquats, tels que ! le **G8**, sorte de gouvernement mondial où les huit pays les plus riches de la planète discutent en vrac de la politique à venir du monde (travail, terrorisme, nucléaire, écologie, flux migratoires...) ! le **FMI** qui pérennise la domination des pays du Nord sur ceux du Sud et de l'Est à coups de plans d'ajustements structurels (économies vivrières démantelées, politiques sociales sabrées pour que les pays du Sud et de l'Est alimentent unilatéralement les transits vers le Nord) ! la **Banque Mondiale** ! l'**Organisation Mondiale du Commerce** qui organise le marché du 21ème siècle, totalement libéralisé et déréglementé. Derrière ces institutions médiatiques existent aussi des forums internationaux comme celui de Davos où chefs d'État, banquiers, financiers, patrons de multinationales débattent, loin des regards indiscrets, des avantages et des inconvénients de la mondialisation.

Une économie virtuelle

Mais, ces outils politiques n'auraient pas suffi à la mondialisation de l'économie de marché si, parallèlement, l'explosion des technologies n'avait permis des échanges toujours plus rapides de marchandises, voire maintenant immédiats pour les transferts de capitaux et de l'information. Les échanges monétaires se font de plus en plus par le biais d'ordinateurs (monnaie électronique) au détriment de la monnaie fiduciaire (monnaie de papier).

Ainsi des masses de capitaux voyagent dans les fibres téléphoniques sans avoir jamais d'existence concrète. Cette virtualisation de l'économie rend le système de plus en plus fragile et il devient plus difficile de prévoir les "évolutions du marché".

Autre conséquence de cette économie virtuelle, jusqu'à un passé récent, le profit était extrait essentiellement de l'exploitation de la force du travail (d'où la nécessité d'établir un dialogue minimum avec celui-ci).

Depuis une vingtaine d'années, **l'exploitation du travail est devenue une condition inessentielle à la reproduction du capital...** la principale source de profit étant devenue *la spéculation*. Cela renforce d'autant la nécessité pour les capitaux de se doter de moyens pouvant limiter les risques, donc de prévoir, autrement dit de "redonner confiance aux marchés".

Du rôle de l'État

Dans le même temps, le rôle de l'État s'est estompé.

Il n'a plus guère de capacité à intervenir dans cette nouvelle variante du capitalisme. Ne déterminant plus les politiques industrielle, monétaire, budgétaire, sociale, il ne peut plus garantir une adéquation nationale entre la sphère de production et celle de la consommation. On assiste à l'émergence d'une finance mondiale toute-puissante, que personne ne contrôle plus et qui dessaisit progressivement les États de leurs prérogatives politiques et de leur souveraineté.

L'objectif des États n'étant plus que d'offrir des conditions d'exploitation de la force de travail les plus profitables pour le capital. Aujourd'hui, cela passe principalement, par des déréglementations des conditions de travail (précarité, flexibilité...), par les privatisations massives des secteurs publics rentables, par une réduction drastique des coûts d'entretien et de reproduction de la force de travail (coupes sombres dans les budgets sociaux : santé, éducation...).

Les États deviennent de plus en plus de gros *ministères de l'intérieur* chargés de réduire les coûts de la force de travail, d'en durcir les modes d'exploitation et de se doter des moyens de répression suffisants pour parer à toutes éventualités si les exploités et les opprimés en viennent à remettre en cause les règles du jeu.

En raison de ce déplacement du pouvoir au profit des marchés financiers et des multinationales, la "démocratie parlementaire" est de plus en plus une notion vide de réalité concrète. Les États "démocratiques" ont, de fait, de moins en moins de possibilité de contrôler l'usage qui est fait de la richesse par les populations. La *souveraineté nationale* n'est plus qu'un bavardage de campagne électorale. Par pans entiers, elle passe sous la tutelle du nouveau détenteur du pouvoir : le marché.

Ainsi vouloir *conquérir* le pouvoir d'État ne peut répondre à nos aspirations dans la mesure où celui-ci n'est même plus en capacité de contrôler la mondialisation. Quelques centaines d'opérateurs puissants possèdent aujourd'hui la réalité du pouvoir bien plus que les votes des citoyens et décident, dans les faits, des taux de croissance et de l'emploi d'une bonne partie du monde.

Dans ce contexte, le clivage droite/gauche n'a plus guère de sens ; il se situe bien plus entre ceux qui défendent la mondialisation capitaliste et ceux qui s'y opposent.

Ce clivage traverse l'ensemble de la caste politique faisant fi des frontières entre les partis. Ainsi, certains *anti-mondialistes* sont réactionnaires, voulant reconstruire un État-nation fort. Cette "perspective" se fonde sur un retour vers une économie auto-centrée

reposant sur le nationalisme et, pour certains, qui s'affirment "progressistes", il n'y aurait point de salut sans retour aux valeurs républicaines. Cela conduit à des impasses, car les uns comme les autres ne pourront jamais faire tourner la roue de l'histoire en sens inverse.

Du mythe du développement

Avec la crise, le *mythe du développement* a fait long feu ! L'évolution de l'impérialisme impose de nouvelles nécessités. Jusqu'aux années 70, cette politique qui met certaines populations ou certains États sous sa dépendance était expansionniste, maintenant elle a conquis l'ensemble de la planète. Autrement dit, d'une phase de conquête les pays impérialistes sont passés à une gestion totale de celle-ci, au détriment des pays de la périphérie. Ceux-ci ne sont plus seulement des pays subordonnés, réserves de matières premières subissant les effets conjoints de la domination politique et de l'échange inégal, comme à l'époque classique de l'impérialisme. Ce sont des pays qui ne présentent plus d'intérêts, ni économique ni stratégique (fin de la "guerre froide"), pour les pays et les firmes situées au *centre*. Ce sont des fardeaux purs et simples. Ce ne sont plus des pays promis au "développement", mais des zones de "pauvreté" (mot qui a envahi le langage de la Banque Mondiale) dont les émigrants menacent les "pays démocratiques".

Du racisme

Parallèlement l'idéologie raciste a, elle aussi, évolué. Le **racisme différencialiste** a pris le pas sur le racisme fondé sur la supériorité de la "race blanche". D'une hiérarchisation raciale, on passe alors à un **apartheid social**. Isoler les pays pauvres, garantir l'étanchéité des frontières, imposer l'idée que les communautés ne peuvent vivre leurs spécificités que par opposition aux autres et dans leurs limites territoriales respectives.

La misère engendrée par les rapports Nord/Sud/Est révèle au grand jour la barbarie capitaliste et le comportement crapuleux des décideurs politiques et économiques des pays du *centre*. Se prémunir des pressions migratoires des populations du Sud et de l'Est est devenu

leur préoccupation majeure. Politiques anti-immigrés, expulsions forcées, accords de Shengen, soutiens à des gouvernements plus que douteux dans des pays pouvant servir de *zones tampons* contenant les flux migratoires (les pays du Maghreb ou du centre de l'Europe par exemple) : tout est bon pour rendre les frontières quasiment hermétiques à l'égard des populations venant d'Afrique ou de l'Est.

Nous assistons à la mise en place d'un nouveau racisme qui puise son idéologie dans le *différencialisme*, une perversion systématisée du *droit à la différence* qui affirme l'irréductibilité des modes de vie et des cultures. Concrètement, cela induit que chacun doit rester vivre dans sa propre "aire culturelle", qui recouperait, au regard de l'Histoire, les "aires géographiques". Idéologiquement, ce *racisme différencialiste*, centré sur le *complexe de l'immigration*, s'inscrit dans le cadre d'un *racisme sans race* : un racisme dont le thème dominant n'est pas l'hérédité biologique, mais l'irréductibilité des différences culturelles. Un racisme qui postule la nocivité de l'effacement des frontières, l'incompatibilité des genres de vie et des traditions.

Du nouvel ordre mondial

Avec la mondialisation de l'économie de marché, un nouvel ordre mondial s'affirme : la mise en place d'un véritable *développement séparé* ou **apartheid social**. Trois éléments (parmi d'autres) concourent à étayer ce concept ! l'exclusion sociale ! la construction européenne ! les rapports Nord/ Sud/Est.

Exclusion sociale

Pour le premier, on retiendra que pendant les *Trente Glorieuses*, l'État-providence avait pour mission première d'intégrer *l'ensemble* des catégories de la population. La crise de *l'État-social* remet en cause ce mythe fondateur essentiel : le partage, plus ou moins équitable, selon des critères capitalistes (c'est-à-dire en entretenant les inégalités économiques et sociales) des bénéfices du *progrès* (perçu comme une *évolution* "normale" depuis la Révolution française). Cette conception (cette idéologie) du *progrès* est, elle aussi, en crise : de plus en plus

souvent perçue comme source de destructions des êtres humains et de la planète.

Pour survivre dans la jungle de la concurrence internationale, les États du *centre* ont fait le choix de sacrifier des pans entiers de leurs populations. À la volonté d'intégration (économique et sociale) de l'ensemble des couches de la population, ils optent maintenant pour l'exclusion des "improductifs". Les réponses politiques sont de plus en plus autoritaires et sécuritaires pour les exclus, et de plus en plus libérales en ce qui concerne la gestion de l'économie (déréglementation des conditions de travail, précarité, flexibilité, liquidation des "acquis sociaux" ...).

L'instauration du RMI traduit, au mieux, cette nouvelle conception de gestion de la force de travail. Il signifie concrètement que l'État pense qu'il y a une part de la population qui est, sinon à jamais, du moins durablement *inessentielle* à la sphère de production et de la consommation. L'État leur donne juste de quoi ne pas crever et/ou se révolter (environ 2.000 Ff par mois) et qu'ils se débrouillent ! En conséquence de plus en plus de personnes sont marginalisées ou en voie de l'être et ce délibérément. Cela traduit une *rupture* par rapport à la période historique précédente. Cela se vérifie par l'instauration de véritables quartiers ghetto et de régions sacrifiées.

L'ensemble des dispositifs, regroupé sous le terme générique de *politiques de la ville*, dans lesquelles on peut inclure les mesures prises par rapport à l'école (par exemple la création de *Zones d'Éducation Prioritaire*), les politiques sécuritaires ont pour objectif essentiel de masquer la réalité de cette évolution. On évite ainsi de poser les problèmes à partir de ces choix politiques et de société en mettant des emplâtres sur des jambes de bois. On stigmatise les populations qui sont victimes de l'exclusion et que l'on retrouve principalement dans ces quartiers ghettos.

De même le terme *immigré* prend de plus en plus une connotation sociale. Une personne d'origine japonaise ou américaine sera très rarement vécue comme un ou une *immigré* ; par contre l'immigré regroupe bien souvent ceux qui seraient source de problèmes : les

habitants des quartiers ghetto. De plus en plus les immigrés symbolisent *ceux qui vivent là-bas, les nouvelles classes dangereuses.*

À l'échelle de la ville, la juxtaposition des quartiers ghettos, de l'ennui et de la misère, face aux quartiers chics, éclatants de luxe et d'opulence, participe à cette logique de développement séparé, d'apartheid social.

De l'Europe des régions

Un des fondements de la construction européenne est la mise en concurrence (à l'échelle européenne) des régions entre elles. Certaines ont de réels moyens pour être performantes et d'autres n'ont plus aucun avenir, si ce n'est le tourisme en se transformant en vastes parcs folkloriques ! Cette concurrence va profiter bien évidemment aux régions déjà les plus riches, ou à celles permettant une exploitation plus intensive de la force de travail.

Les régions deviennent ainsi de véritables États dans l'État, aspirant à devenir des pôles économiques de plus en plus autonomes. Pour ce faire, les notables régionaux étendent leur pouvoir et leur influence à tous les aspects qui touchent de près ou de loin la vie économique.

Les institutions régionales déploient de véritables ambassadeurs qui ont pour charge de trouver des marchés, mais aussi des industriels intéressés pour s'implanter sur leur territoire. On assiste à la mise en place du développement séparé : d'un côté des régions riches et de l'autre des régions pauvres, avec pour conséquence, à terme, l'émergence de flux migratoires des régions pauvres vers les riches.

Cette évolution fait déjà des ravages en Europe. La crise des États-nations se traduit, entre autres, par la volonté séparatiste des plus riches motivée par l'**apartheid social**. Les guerres en ex-Yougoslavie en ont été la forme la plus exacerbée.

L'éclatement de la Yougoslavie est en partie dû au pari qu'ont fait certaines régions la composant, pari reposant sur la possibilité d'intégration rapide à l'Union Européenne. Rappelons que ce sont

d'abord la Slovénie puis la Croatie (les deux régions les plus riches de la Yougoslavie) qui exigèrent leur indépendance. Un des thèmes qui les motivaient, était leur volonté de pouvoir faire partie, à terme, d'un pôle économique hégémonique sur le continent européen afin d'entrer dans la cour des grands. Un des arguments de la campagne menée en Slovénie pour l'indépendance, était qu'il valait mieux *être le dernier à la ville, plutôt que le premier au village* (la ville étant l'Union Européenne et le village la Yougoslavie). Face à cette évolution où les "riches" se regroupent entre eux au détriment des pauvres, l'argument *nationaliste* devint prépondérant. Ainsi on vit resurgir l'attachement à un passé mythique : la renaissance de la *Grande Serbie*. Sous couvert de nationalisme (voire de guerre de religions) on s'étripa pour conquérir le plus de territoire sur l'autre. L'horreur devint systématique dans le but d'obliger les populations des territoires convoités à émigrer afin de s'y substituer (ou du moins de rendre hégémonique) : c'est *la purification ethnique*.

Un des enjeux idéologique de la guerre en Bosnie a été de détruire toute idée de *multiculturalité* au profit de la constitution de nations "pures", c'est-à-dire homogènes ethniquement ou *monoculturelles*, notion qui n'est pas sans rappeler le concept de *racisme différencialiste*.

Du centre et de la périphérie

Mais ce processus se vérifie aussi au niveau des rapports Nord/Sud/Est. Auparavant les rapports entre le *centre* et la *périphérie* se caractérisaient par *l'échange inégal*.

Idéologiquement, les pays occidentaux imposaient aux pays dits "sous-développés" le modèle du développement (autrement dit le *modèle occidental*). Ainsi ils pourraient à terme jouir des "bienfaits de la démocratie". Ce discours postulait le développement comme une fin en soi (puisque le progrès était éternel et devait profiter à tous) sans se soucier des réalités culturelles, économiques, sociales de ces pays et encore moins des aspirations de leurs populations.

Beaucoup de pays ont effectivement fait le pari du "développement" et ont basé leur économie sur des productions d'exportation (pétrole, coton, arachide, café...). Ils étaient donc tributaires des marchés internationaux, qu'ils ne contrôlaient pas. Ainsi les pays du *centre* purent (peuvent) piller les pays du Tiers-monde. Les élites politiques de ces pays bénéficient grandement de cette forme d'échange : elles sont totalement liées, par des intérêts communs (notamment leur maintien au pouvoir) avec les États occidentaux.

Avec l'évolution de l'impérialisme et de l'*idéologie différentialiste* qui le sous-tend, un véritable **apartheid social** se met en place à l'échelle de la planète : des continents entiers sont laissés à l'abandon, en particulier l'Afrique. Une partie de la population mondiale est ainsi condamnée à mourir de faim, de guerre, d'épidémie. Le cynisme du raisonnement des décideurs économiques et politiques de la planète est poussé à son comble : plus il y a de morts, moins la pression migratoire sera importante !

Du projet de société

Ce qui est le plus significatif dans les luttes récentes (logement, précarité, sans-papiers...) c'est qu'elles débordent le cadre des revendications quantitatives (réduction du temps de travail, hausse des salaires...) pour poser la question de nos *conditions d'existence* dans la société.

Que se soient les luttes pour un logement décent, contre la misère sociale de la précarité ou celles des sans-papiers, elles ont un point commun : ce sont des personnes qui survivent dans des conditions inextricables et qui disent *Stop* ! On arrête, on ne peut plus continuer à vivre de la sorte !

En outre, ces exigences autour de la volonté de vivre *dignement*, tendent à entrer en contradiction avec des piliers idéologiques de la société autoritaire, mais aussi avec des dispositifs liés à la mondialisation de l'économie.

Le droit de propriété doit-il prévaloir sur le fait de pouvoir se loger décentement ?

À l'heure de l'automatisation et de la surproduction, doit-on accepter que le travail (ou son absence) détermine nos conditions de vie aussi bien par les revenus qu'il procure, qu'au niveau de l'organisation matérielle : choix du lieu d'habitation, organisation du temps ? Est-il normal que des personnes en soit réduites à la mendicité, à la charité, ou à risquer la prison pour vol afin de se nourrir, de se vêtir, de se cultiver, de se divertir ?

Que reste-t-il de la liberté de circulation des personnes (inscrite dans les déclarations des droits de l'homme) dans une Europe qui se renferme comme une forteresse ? En revendiquant la libre circulation des individus, l'ouverture des frontières, les sans-papiers interrogent la société sur son devenir. Voulons-nous vivre dans un monde de "petits blancs" complètement repliés sur eux-mêmes, au sein d'une Europe-barbelés en ayant peur de tout ce qui est extérieur, étranger ? Voulons-nous un monde dans lequel les populations (en particulier les pauvres) seraient assignés à résidence sur leur territoire, un monde dans lequel les cultures seraient étanches les unes par rapport aux autres ? Ou voulons-nous au contraire vivre comme on le veut, avec qui l'on veut et où l'on veut, ce qui passe inévitablement par la reconnaissance de valeurs comme la **solidarité**, l'**égalité**, la **liberté**, l'**interculturalité** et la **libre circulation** des hommes, des femmes et des idées ?

En dernière instance, ce sont bien là les questions des *normes/valeurs* qui fondent la société qui sont posées.

Il nous faut donc lutter **contre toutes les exclusions** (sociale, raciale, sexuelle, culturelle...) qui forment le terreau des pratiques autoritaires et sécuritaires, divisent les populations en catégories ayant des capacités d'action sociales inégales.

Le système capitaliste fonctionne sur le principe de *quantification*, c'est-à-dire que tout est jaugé en fonction de sa masse. *La valeur d'échange prévaut sur la valeur d'usage*. Autrement dit, ce n'est pas

l'utilité d'une marchandise qui prime mais ce qu'elle peut rapporter comme *plus value* à ceux qui la détiennent et veulent la vendre. On produit des marchandises non pas en fonction des besoins qu'elles satisfont, mais parce qu'elles vont, par leur échange, faire fructifier le capital investi pour leur réalisation.

En conséquence, des marchandises qui nous sont utiles peuvent cesser d'être produites car elles ne sont pas suffisamment *rentables* (c'est-à-dire produisant des profits estimés suffisants par et pour le capital). *L'objectif de la rationalité du capitalisme n'est pas de satisfaire nos besoins, mais de dégager des profits à partir du capital investi.*

Par exemple, les laboratoires pharmaceutiques sacrifient la recherche d'un vaccin contre le sida sur l'autel du profit. Ces laboratoires sont des entreprises privées soumises aux règles du marché et dont la prospérité repose sur la vente de médicaments en grandes quantités dans les pays riches. Il est donc plus intéressant pour eux de trouver un produit efficace contre la maladie du cœur ou le cholestérol que de mobiliser des fonds contre le sida qui concerne, en premier lieu, des régions insolubles (Afrique, Asie) et qui, dans les pays riches, restent une pathologie affectant un nombre relativement limité de personnes. Dans cette logique de marché, il n'est pas intéressant pour les laboratoires de pousser certaines recherches, non seulement parce que celles-ci ne sont pas rentables, mais aussi parce qu'il existe des sources de profits plus attractives encore que la vente de médicaments : la spéculation en bourse. Un jack-pot en bourse rapporte plus que la vente de dix milles comprimés. N'oublions pas non plus que dans les laboratoires, les vrais décideurs ne sont pas les scientifiques ou les chercheurs, mais les actionnaires qui, eux, n'ont pas d'états d'âme.

De la gratuité

Revendiquer la gratuité des transports pour toutes et tous, le libre accès au logement (même si l'on n'a pas de ressources) et à la culture, la liberté et la gratuité de la contraception et de l'avortement, de la santé en général... c'est lutter contre cette hiérarchie sociale fondée

sur l'importance de nos ressources financières, elles-mêmes soumises aux aléas d'une conjoncture économique nous échappant totalement.

Ce qui nous importe ce n'est pas combien *vaut* telle ou telle marchandise et quels profits va-t-elle dégager, mais *qu'elle est son utilité pour satisfaire nos besoins et nos désirs.*

La misère sociale est avant tout un problème politique.

La combattre relève d'un débat sur le choix de société dans laquelle nous voulons vivre. Par exemple, il y a assez de logements, pour loger tous les SDF et les mal-logés décemment. De même, la production agricole mondiale permet de nourrir 12 milliards de personnes alors que nous sommes environ 6 milliards sur la planète.

Les ressources de ce monde n'ont jamais été aussi abondantes, accepterons-nous encore longtemps que des humains crèvent de pénurie ?

Babar (FA Bruxelles)

Librement inspiré d'un texte écrit par JC du Réseau No Pasaran de Tours en 1996.

EN DÉBAT

Communalisme et municipalisme libertaires...

*En pour, en contre, le municipalisme libertaire ne
laisse pas indifférent...*

Dangereuse déviation réformiste pour les uns, re-formulation pertinente et nécessaire de la praxis antiautoritaire pour les autres, la proposition formulée il y a maintenant plus de vingt ans par **Murray Bookchin** (voir AL 230) a provoqué et provoque encore des réactions extrêmement contrastées au sein du mouvement libertaire. Les prises de position radicale, assénées à grands coups d'arguments péremptaires, conçus moins pour convaincre ou débattre, que pour dénigrer ou exalter, pour glorifier ou flétrir, se sont succédé et agitent encore, de temps à autres, le landerneau anarchiste.

À regarder ainsi s'affronter tenants et adversaires du municipalisme, un candide pourrait croire qu'il s'agit d'un enjeu de toute première importance.

Face à tant de virulence, comment ne pas penser que nous avons là une rupture ou tout du moins une proposition de rupture fondamentale d'avec tout ce qui avait pu être pensé et mis en œuvre auparavant dans et par le mouvement libertaire ?

Comment ne pas supposer être en face d'une question centrale autour de laquelle se décide et se dessine l'avenir même de l'anarchisme ?

Pourtant si notre candide s'avisait à regarder l'histoire et la réalité du mouvement libertaire, sa surprise serait sans doute grande car, sous

bien des aspects, l'idée municipaliste ne fait que prolonger des conceptions et des pratiques très anciennes, des idées et des conduites d'ailleurs toujours très fortement ancrées dans ce courant de pensée.

Les racines du municipalisme

Si l'on définit le municipalisme comme le fait de s'investir dans son quartier ou sa commune, on peut à juste titre se demander en quoi cela constitue une rupture d'avec ce qu'est ou a été le mouvement libertaire. Les anarchistes n'ont-ils jamais participé et même initié des mouvements contre les propriétaires ou les pouvoirs publics locaux ? N'ont-ils jamais impulsé des collectivités agricoles, des communes libres ou plus modestement et plus souvent encore des coopératives de distribution, des services publics autogérés et des comités de quartier ? Les *Athénées* en Espagne, les *Bourses du Travail* en France, les communautés agraires en Amérique du Sud, les grèves de loyer à Paris au début du XX^{ème} siècle ou pour citer des exemples plus actuels, les *Centres Sociaux* en Italie, les crèches parentales, les associations de parents d'élèves, l'éducation et la pédagogie, les squats ou encore les luttes pour la gratuité des transports en commun et contre la privatisation des services publics... les libertaires ne se sont-ils jamais investis ou ne s'investissent-ils plus sur ces terrains ? La réponse est évidente. Il n'y a pour s'en convaincre qu'à ouvrir n'importe quel journal de la presse libertaire.

Si l'on spécifie maintenant le municipalisme non plus comme *une stratégie d'action* mais comme *un projet de société* ou tout du moins comme un aspect important de ce projet, la perplexité pourrait à nouveau gagner notre candide. En effet, que propose Murray Bookchin sinon que la société libertaire soit gérée par les **communes** et par leur **fédération sans délégation de pouvoir** ? Il écrit précisément à ce propos que *les lignes politiques et les décisions concernant l'agriculture et la production industrielle seraient du ressort d'assemblées (...)* auxquelles on assisterait en tant que citoyen, pas seulement en tant qu'ouvrier, paysan ou spécialiste (1).

Cette conception peut sans doute heurter certains syndicalistes révolutionnaires français (2) pour qui la société future devrait être uniquement gouvernée par les syndicats et à travers eux par les producteurs en tant que producteurs. Mais pour une large part du mouvement libertaire, si ce n'est l'essentiel, en quoi la suggestion bookchinienne est-elle une hérésie ? Ne nous renvoie-t-elle pas au moins partiellement (3) au **double fédéralisme** préconisé depuis les origines du mouvement libertaire ? Ce double fédéralisme à la fois territorial (*fédération de communes*) et sectoriel (*fédération de producteurs*) n'est-il pas la pierre angulaire du communisme libertaire ? Et le communisme libertaire enfin, n'est-il pas le but partagé tant par les communistes libertaires proprement dit, que par les anarcho-syndicalistes (4) et même nombre d'individualistes ?

De fait, à l'aune des pratiques et des conceptions passées et actuelles du mouvement libertaire, notre candide serait sans doute amené à penser que nous avons là beaucoup de bruit et de fureur pour pas grand chose. Présenté ainsi, le municipalisme ne semble en effet aucunement être en rupture fondamentale d'avec le corpus idéologique libertaire préexistant. Il ne semble pas non plus induire des pratiques radicalement nouvelles dans ce mouvement.

Si d'aventure notre candide avait l'esprit curieux, et il l'a sans doute un peu, il douterait cependant que l'on puisse s'affronter avec tant de vigueur sans raison véritable.

Certes, cela peut être partiellement le fait de personnes qui ne vivent que pour et par la polémique. Certes, ces controverses peuvent également refléter et résulter de modes de pensée et de comportements quelque peu exclusifs ; certaines personnes, souvent les mêmes que les précédentes d'ailleurs, ayant parfois quelques difficultés à concevoir que l'on puisse penser différemment qu'elles. S'investir dans un comité de quartier ou dans un syndicat ne peut être, dans leur perspective un tantinet étroite, qu'une impasse, voire une trahison qu'il convient de combattre avec la dernière des énergies.

Mais à moins de croire de toute force que les libertaires sont des forcenés des querelles byzantines et/ou des sectaires congénitaux,

notre candidat ne pourrait certainement pas en rester là. Il chercherait, avant d'émettre un avis aussi péremptoire, à approfondir sa compréhension des choses... et découvrirait que le débat porte sur bien autre chose que de savoir s'il faut ou non s'investir dans son quartier ou bien sur le rôle des communes dans une société libertaire. En réalité, ce sont bien davantage certaines analyses (la fin de la société industrielle) que Murray Bookchin développe pour étayer la validité de sa thèse, ainsi que certaines méthodes d'action (la participation aux élections locales) qu'il préconise dans le cadre d'une stratégie municipaliste, qui posent question et qui sont soumises au débat.

L'électoralisme bookchinien

Dans le cadre du municipalisme, Murray Bookchin conçoit en effet que les libertaires puissent *participer aux élections locales*, être élus et tenir des postes de responsabilité politique tels que maire ou conseiller municipal.

Dans son acception des choses, cette participation n'est toutefois pas un préambule à l'action municipaliste, mais au contraire une conséquence possible, envisageable (et non pas inévitable) de cette action.

Ainsi n'écrit-il aucunement que les libertaires *doivent* se présenter aux élections, pour impulser, une fois élus, une gestion directe dans leur commune. Murray Bookchin ne sous-entend pas que la société puisse se réformer par décret ou que l'autogestion puisse être imposée par le haut en l'absence d'aspiration et de mouvement autogestionnaire fortement ancrés dans la société. Il écrit à l'inverse que les libertaires doivent encourager, favoriser et participer au développement d'un mouvement territorial autogestionnaire dans leurs villes, dans leurs quartiers et dans leurs villages. Il poursuit en considérant que cet essor passera nécessairement par la structuration de ce mouvement en comités de quartier et en fédération de comités locaux. Il termine enfin en soulignant que la question des rapports entre comités de quartier et municipalité légale se posera alors de façon croissante à mesure que les tensions se feront plus aiguës pour savoir qui de l'un ou de l'autre décide, oriente et gère la commune.

C'est dans cette perspective, que Murray Bookchin envisage la conquête du pouvoir municipal par les comités de quartier (et non les libertaires en tant que tels). Selon lui, cela pourrait permettre de débloquent la situation, voire de faire définitivement triompher l'autogestion, car les comités de quartier auraient ainsi tout loisir, une fois élus, de transférer légalement et totalement les pouvoirs de décision et d'action de la municipalité vers les associations territoriales.

L'électoralisme bookchinien se pose donc en ces termes. Il peut être débattu et le sera évidemment dans les lignes qui suivent. Mais cette précision nous permet d'ores et déjà de voir combien certaines personnes qui se réclament très bruyamment de Bookchin, peuvent en réalité en être éloignées.

Lorsque des personnes, officiellement bookchiniennes, envisagent de se présenter aux prochaines élections municipales (comme c'est le cas de Mimmo des éditions ACL à Lyon) en l'absence de mouvement autogestionnaire de quelque importance, sans être aucunement mandatées par les embryons de mouvement de ce type présents dans le quartier où elles se présentent, voire à l'encontre de ce que peuvent penser ou envisager ces structures (5), et enfin sans avoir cherché et réussi au préalable, non pas à brasser du vent dans *les salons où on cause*, mais à initier et à participer aux tentatives concrètes de création de comités dans ce même quartier, on peut se demander où est le rapport d'avec ce que préconise Murray Bookchin.

La référence à ce dernier n'est-elle ici autre chose qu'un vernis destiné à masquer la vacuité des ambitions personnelles, le puits sans fond de leur soif non pas de pouvoir, on en n'est même pas là, mais plus petitement de reconnaissance publique et médiatique ?

Certes, la question posée en ces termes peut s'apparenter à une attaque brutale... mais si la charge est rude, tout en étant pourtant euphémisée au possible, n'est-ce pas parce qu'elle touche juste quelque part ?

Une tactique utopique

Si se présenter à des élections dans de telles conditions peut laisser au minimum *perplexe*, si cette stratégie n'est effectivement pas celle préconisée par Bookchin, ce que ce dernier propose très précisément peut néanmoins être soumis à la critique.

On pourrait évidemment argumenter en faisant référence aux textes que nous ont légués nos augustes pères fondateurs. À grand coup de Kropotkine, de Malatesta, ou de Sébastien Faure, montrer que cette stratégie est exclue des tables de la loi et qu'elle n'a donc même pas à être discutée. Laissons toutefois à d'autres, très doués en la matière, ces questions d'orthodoxie quasi-théologique.

On pourrait aussi, ce qui n'est pas la même chose, discuter la proposition de Bookchin d'un point de vue idéologique et stratégique. On soulignerait alors qu'elle ouvre *ipso facto* un hiatus entre le dire et le fait, entre la position théorique pour l'action directe et l'attitude concrète qui participe et reproduit la délégation de pouvoir. Cela pourrait être effectivement dangereux car difficilement résorbable par la suite, comme semblent en attester les leçons que nous livre l'histoire. Mais faisons grâce à Murray Bookchin en concédant que la participation aux élections ne servirait ici qu'à dissoudre immédiatement et radicalement le pouvoir conquis.

C'est d'un point de vue beaucoup plus pragmatique, beaucoup plus terre à terre que je souhaiterais discuter ici de la proposition de Murray Bookchin, une discussion qui pourra d'ailleurs être parfaitement entendue par des personnes qui ne partagent pas les idéaux libertaires.

À l'heure où les partis politiques électoralistes de gauche comme de droite, où les élus locaux et nationaux et *ce quelle que soit leur sensibilité politique* s'accordent au moins sur un point, celui de dire que les élus locaux **n'ont pas les moyens** ni juridiques, ni politiques, ni financiers de résoudre les problèmes qui se posent à eux, on peut s'interroger en quoi et pourquoi les choses seraient différentes si ces élus étaient issus des comités de quartier ou si ces pouvoirs étaient détenus par les comités de quartier.

En déclarant sans doute nécessaire la participation aux élections pour conquérir le pouvoir municipal, quitte à le détruire ensuite, Murray Bookchin désigne en effet ces pouvoirs comme un enjeu central pour résoudre non pas tous les problèmes, mais certains d'entre eux qu'il considère comme particulièrement cruciaux aujourd'hui. À son sens, la maîtrise de ces pouvoirs représenterait aussi une avancée importante, sinon décisive, vers un système autogestionnaire. Or, appréhender les choses en ces termes, ne revient-il pas à exagérer considérablement la nature, la portée et l'autonomie des pouvoirs actuellement détenus par les conseils municipaux et donc les effets que l'on est en droit d'escompter si les comités de quartier les maîtrisaient ?

Les conseils municipaux ne sont indépendants ni en France, ni ailleurs.

Leurs actions et leurs capacités d'action sont strictement limitées à ce que leur concèdent la loi et les décrets, en l'occurrence les pouvoirs législatif et exécutif d'État (et même continentaux dans nos pays, vu le pouvoir croissant de l'Union Européenne).

De même, la liberté des municipalités est-elle étroitement dépendante des réalités économiques et en l'occurrence de celles induites par le capitalisme.

Ainsi la capacité financière des municipalités (qui leur donne la possibilité de mettre en œuvre leur politique) dépend *des subsides versés par l'État* (dotations globales de fonctionnement [DGF] et subventions accordées dans le cadre des politiques contractuelles) et secondairement *de la fiscalité locale* pour partie versée par les entreprises (la taxe professionnelle), pour autre partie par les habitants (les taxes foncières). Inévitablement, si une municipalité s'avise de développer une politique autre que celle souhaitée par l'État, c'est l'argent des subventions contractualisées qui s'évapore, ne lui laissant qu'une DGF tout juste suffisante pour financer le minimum minimum. Immanquablement, si une municipalité s'aventure à développer une politique anticapitaliste ou tente simplement d'en refréner certains aspects (la protection de l'environnement naturel par exemple) et c'est les entreprises qui se délocalisent, les recettes de la

taxe professionnelle qui s'effondrent... obligeant la municipalité à imposer d'autant plus les habitants si elle veut équilibrer son budget.

De même, la capacité politique des municipalités dépend des pouvoirs qui lui ont été concédés par l'État (notamment dans le cadre des lois de décentralisation en ce qui concerne la France). Ces pouvoirs l'autorisent à intervenir en certains domaines seulement (urbanisme, école...) et non dans tous les domaines. Ainsi, elle ne peut pas intervenir sur le contenu des programmes scolaires (prérogatives de l'État), ni remettre en cause l'économie de marché, ni même modifier la définition du champ des services publics. Il lui est par exemple interdit de monter une boulangerie municipale qui vendrait du pain sans bénéfice...

Non seulement une municipalité a un champ d'intervention très balisé, mais elle est en outre rarement seule à décider dans les domaines où elle est pourtant légalement compétente. Elle a en effet la maîtrise théorique de son aménagement, mais dans la pratique, l'État peut aussi intervenir dans ce domaine et même imposer sa volonté contre celle de la municipalité (via les *directives territoriales d'aménagement* notamment). D'autres collectivités locales de rang supérieur (département et région) ou de même rang (communes limitrophes par exemple) limitent aussi l'autonomie de décision d'une municipalité car, nécessairement, certains domaines comme l'aménagement urbain encore ou les transports collectifs autre exemple, ne peuvent pas être traités dans le cadre étroit et largement obsolète d'une commune. Cette nécessaire collaboration qui prend la forme de structures intercommunales ou de contractualisation entre collectivités de rangs différents, montre à l'évidence de chacun qu'une municipalité ne peut pas décider seule de sa politique, qu'elle doit négocier avec d'autres instances.

Cette réalité bien concrète nous renvoie alors à la question des alliances et des compromis que doit nécessairement passer et concéder une commune (qu'elle soit ou non bookchinienne) avec l'État, la Région, le département, avec d'autres communes aussi... que ces instances soient détenues par la droite ou par la gauche. Que l'on nous dise alors d'avance et clairement quelle devrait être la politique d'alliance et de

compromis des élus municipalistes ou des comités de quartier bookchiniens !

Contrairement à ce que suppose Murray Bookchin, la maîtrise des pouvoirs actuellement détenus par les conseils municipaux ne signifie donc aucunement (et ce qui que ce soit qui les détienne, élus ou comités de quartier) que l'on puisse faire ce que l'on veut, ni qu'il s'agisse d'un saut sinon décisif, du moins important vers une société autogestionnaire. En guise de rupture, ce que laisse envisager une telle stratégie, c'est bien davantage de se trouver englué dans les arcanes du système politique tel qu'il est aujourd'hui, avec ses petites alliances politiciennes et ses grands compromis.

L'électoralisme bookchinien a ainsi bien du mal à convaincre et pour cause, quant à sa capacité à faire évoluer l'organisation du système politique actuel vers plus de *démocratie directe*. De plus, il semble aussi difficilement à même de résoudre ou simplement d'apporter une amélioration aux problèmes que Murray Bookchin considère pourtant comme centraux aujourd'hui : la protection de l'environnement, l'égalité entre les sexes et les rapports nord-sud pour le citer ; tous problèmes qui dépassent plus que largement le champ d'action des municipalités tant dans leurs causes, que dans leurs effets.

On peut dès lors se demander l'intérêt de maîtriser ces pouvoirs ou de perdre du temps et de l'énergie à chercher à les maîtriser quand la seule perspective que cela ouvre, c'est de nous autoriser à cogérer, avec l'État et d'autres collectivités publiques, certains aspects fort réduits de notre quotidien, sans rien toucher à l'essentiel et en nous engluant qui plus est dans l'enivrante volupté des compromissions politiciennes.

Le sens des évolutions sociales

Le municipalisme que développe Murray Bookchin ne se limite pas toutefois (et fort heureusement) à préconiser une participation, sous certaines conditions, à des élections. Il développe également une analyse, souvent pénétrante et fort intelligente, des évolutions sociales de ces trente dernières années.

C'est cette analyse qui fonde et légitime sa proposition d'intervention et d'organisation au niveau territorial et qui nous permet de mieux comprendre comment il entend la chose.

Pour Bookchin, les mutations socio-économiques enregistrées depuis le début des années 1970 signeraient la fin de la société industrielle et de la structure en classes qui lui étaient attachée.

Pour faire simple, les mutations technologiques induiraient une baisse des besoins en matière d'intervention directe dans le processus de production. Le travail intellectuel tendrait à se substituer au travail manuel et cette transformation des processus de production, leur technologisation, leur automatisation, ne serait pas sans conséquence sur la structuration de la société. Elle conduirait d'un côté au déclin de la classe ouvrière et de l'autre au gonflement des employés et des techniciens.

On assisterait également à une tendance à la disparition de la bourgeoisie traditionnelle (rentiers et patrons) et à la salarisation croissante des directions d'entreprise. Et ces deux phénomènes touchant l'un la classe ouvrière, l'autre la bourgeoisie généreraient en définitive une croissance globale du secteur tertiaire, une relative homogénéisation des conditions de travail (tous salariés, tous travailleurs intellectuels), une disparition des classes sociales préexistantes et leur fusion dans une vaste classe moyenne.

Outre une transformation fondamentale de la structure socio-économique, les mutations technologiques induiraient aussi une baisse du temps travaillé avec un retard croissant de l'âge d'entrée dans la vie active (allongement des études), une baisse sensible de l'âge de la retraite, un allongement de la durée des vacances annuelles et une réduction des rythmes hebdomadaires de travail. Cette baisse globale du temps travaillé conduirait inévitablement à l'effacement relatif du travail et du rapport au travail dans la vie de chacun, d'où notamment la crise du syndicalisme et l'essor de nouveaux thèmes sociaux comme la consommation, l'environnement, etc.

Nous assisterions enfin à un troisième phénomène affectant cette fois-ci les modes de vie. La croissance de l'urbanisation conduirait en effet, à une relative homogénéisation des conditions d'existence avec la propriété de sa maison individuelle en périphérie d'agglomération comme standard.

Somme toute, assisterions-nous aux plans économique et sociologique à un véritable processus d'*homogénéisation sociale* (ce qui ne signifie pas la fin de toutes les inégalités) conduisant à la résorption de la structuration préexistante de la société en classes et à leur fusion dans une immense classe moyenne : tous travailleurs intellectuels, tous urbains propriétaires de sa petite maison, tous consommateurs profitant du système.

Il faut bien dire, avant toute chose, que Murray Bookchin n'est pas seul à penser ainsi. Il rejoint là tout un courant des sciences sociales pour qui les évolutions en cours marqueraient l'avènement d'une *société postindustrielle, postmoderne* ou encore *informationnelle*, dans tous les cas et quel que soit le terme, d'une société relativement homogène, dominée par les services et les cols blancs, par des zones d'urbanisation diffuse et des maisons individuelles à perte de vue. Dans cette compréhension des choses, les rapports de production ne seraient plus le déterminant central autour duquel la société s'organise et se structure. Des inégalités subsisteraient évidemment mais ne renverraient plus à des questions de classes sociales antagonistes, dont l'existence serait consubstantielle à l'ancienne société industrielle.

Non seulement des scientifiques de renom semblent donc valider la thèse de Murray Bookchin mais les chiffres, les sacro-saintes statistiques semblent également abonder dans son sens.

Ainsi, rien qu'en France, la part du secteur industriel dans l'emploi total est-elle passée de 40 % durant les trente glorieuses à moins d'un quart en 1990 et celle du secteur tertiaire est-elle désormais de près de 75 %. Parallèlement à ce gonflement des services et donc des employés, nous avons aussi assisté à un essor sans précédent de l'urbanisation, qui affecte aujourd'hui 96 % de la population française, un développement très important de la motorisation des ménages, de la propriété de son

logement, etc. Tous phénomènes qui pourraient effectivement attester d'une certaine tendance à l'homogénéisation des modes de vie.

Quiconque connaît un minimum le mouvement libertaire peut, dès à présent, saisir en quoi et jusqu'où l'analyse bookchinienne est dérangeante.

Elle remet en cause en effet les fondements mêmes de ce mouvement ou du moins d'une large partie de ce mouvement : l'industrie et les ouvriers, les classes sociales et leur confrontation autour des rapports de production. Elle annonce à un courant issu de la *Première Internationale* que tout ce qui lui a donné naissance et sens est tout à coup dépassé.

Elle l'avertit, du même coup, de sa mort imminente par perte de sens et de pertinence d'avec les réalités sociales actuelles... ou tout du moins lui signifie qu'en tant que mouvement d'émancipation de classes, l'anarchisme ne peut plus être qu'un archaïsme dénué de tout fondement, si ce n'est perpétuer le souvenir nostalgique de ce qui fut et qui n'est plus.

La seule possibilité de survie pour le mouvement libertaire en tant que mouvement social un tant soit peu en phase avec le monde actuel serait alors d'abandonner ses vieilles chimères et de prendre acte des évolutions constatées.

C'est bien le propos de Murray Bookchin qui, lorsqu'il termine sa démonstration, conclut sur la nécessité vitale du municipalisme, mais un municipalisme adapté à cette nouvelle donne sociale et non pas fondé sur un quelconque rapport de classes comme cela avait pu exister par le passé. Son ambition n'est pas de rassembler une classe donnée contre une autre, et pour cause, mais d'unir des individus résidant à proximité les uns des autres, les réunir donc sur des rapports de voisinage pour les amener à prendre leur vie quotidienne et leur environnement immédiat en main, ainsi que pour les inviter à remettre en cause les inégalités qui structurent selon lui le monde actuel, comme les rapports entre les sexes, entre le nord et le sud de la planète ou encore avec la nature pour reprendre encore une fois les exemples qu'il cite lui-même.

Sens commun et sens critique

La simple observation de ce qui nous entoure notamment lorsqu'on habite en ville, au cœur de cette machine à homogénéiser la société si l'on en croît Bookchin, peut, il est vrai, nous faire douter du bien-fondé de ses analyses.

Les banlieues lyonnaises, pour aller au plus près, tout comme les quartiers pauvres de New York ou de Los Angeles tendraient plutôt à nous suggérer que les inégalités sont toujours aussi criantes dans les métropoles modernes... à moins de réussir l'exploit de confondre les quartiers populaires avec les banlieues résidentielles.

De même, les exemples que chacun peut trouver dans son entourage sembleraient également indiquer que les inégalités se perpétuent de génération en génération et par là même que, si la classe ouvrière n'est plus ce qu'elle était, cela n'implique aucunement qu'elle ne soit plus et *a fortiori* que le prolétariat (ceux et celles qui n'ont que leur force de travail pour vivre) ait disparu. Certes le fils d'ouvrier ne deviendra pas obligatoirement, ni même principalement, ouvrier. Quelques-uns échapperont par le haut à leur condition héritée, comme d'habitude... mais la plupart deviendront chômeurs, intermittents ou travailleurs précaires, c'est selon, et dans le tertiaire certainement. Et à connaître un tant soit peu la réalité du travail dans les bureaux et les services, on peut se surprendre à douter que la tertiairisation soit obligatoirement un vecteur d'uniformisation de l'emploi. Les différences de statuts et de conditions de travail existent encore et se reproduisent toujours entre l'anonyme agent administratif ou la secrétaire lambda et le monde des cadres et des dirigeants, comme autrefois entre les ouvriers, les contremaîtres et les patrons.

Bref, notre sens commun (ce satané *bon sens*) semble nous indiquer que si des évolutions ont évidemment eu lieu ces dernières décennies, si elles ressemblent à certains égards à ce dont nous parle Bookchin, cela ne semble pas pour autant signifier que les inégalités sociales aient disparu ou qu'elles soient en voies de résorption ou encore qu'elles soient désormais totalement ou relativement étrangères aux questions

économiques et à notre position dans le système de production. À l'aune de notre expérience personnelle et sensible du quotidien, on aurait plutôt l'impression qu'elles se perpétuent derrière les hauts murs des bureaux, comme autrefois à l'ombre des hauts-fourneaux. On aurait plutôt la sensation qu'elles continuent à structurer nos vies et nos villes, au sein desquelles du reste des groupes sociaux relativement différenciés se répartissent et composent aujourd'hui comme hier de véritables classes socio-spatiales.

Désindustrialisation ou technologisation

Ces impressions que nous livrent notre sens commun sont-elles infondées ? Sans doute pas tant que ça, si l'on en juge par ce que nous donnent à voir les recherches menées en sciences sociales ces toutes dernières années.

Certes, il est juste de dire que les analyses de Murray Bookchin ne sont pas de pures spéculations intellectuelles dénuées de tout fondement. Mais il est juste aussi de rappeler que ses analyses et les recherches sur lesquelles il s'appuie ont maintenant plus de vingt ans d'âge... ce qui pour du whisky est sans doute appréciable, mais pour jauger de la situation et de l'évolution sociale actuelle est quelque peu insuffisant.

Dans les années 1970, période où Bookchin élaborait sa pensée et sa conception du municipalisme, le système fordiste-keynesiste-tayloriste qui avait structuré les décennies précédentes s'effondrait sans que l'on comprenne bien précisément ce qui ressortirait de ce grand chambardement. Mais depuis lors du temps a passé, les choses se sont quelque peu éclaircies, chacun a eu le loisir de constater que le monde qui émergeait était loin d'être paradisiaque... et de nouvelles recherches ont clairement mis en évidence qu'il ne s'agissait pas de simples impressions subjectives.

Concernant les statistiques tout d'abord qui semblent apparemment conforter l'analyse de Bookchin, nombre de chercheurs en sciences sociales ont désormais souligné qu'elles n'étaient en rien un gage de

vérité, qu'elles n'étaient en rien de purs et parfaits reflets de la société ou même de son économie. Ce ne sont que des constructions sociales, résultant de choix par essence arbitraire (ce qui ne veut pas dire infondés), des choix fortement influencés par des raisons techniques... mais aussi politiques. De fait, doit-on éviter de prendre pour argent comptant les évidences mises en lumière par les grandes catégories des instituts de statistiques et en l'occurrence celles soulignées par leur grille de l'emploi en *primaire* (agriculture), *secondaire* (industrie) et *tertiaire* (services).

En premier lieu, ces statistiques ne concernent que les anciens pays industrialisés (Europe, Amérique du Nord, Japon). Pour le reste et notamment pour les nouveaux pays industrialisés, on est très loin d'assister à une *désindustrialisation* bien au contraire. Et globalement (du fait de la démographie mondiale), le nombre d'ouvriers *stricto sensu* (personnes employées à des tâches d'exécution manuelle dans une entreprise industrielle) est en réalité en augmentation constante sur la planète tant en terme absolu que relatif.

En second lieu et pour ce qui concerne les seuls pays industrialisés, l'évolution du poids relatif de chacune des grandes catégories d'emploi semble sans doute montrer un processus de désindustrialisation et inversément de tertiariation. Mais est-ce véritablement le cas ? Ce sentiment ne découlerait-il pas tout simplement... des étiquettes données à ces catégories ?

De fait d'autres types de catégorisation de l'emploi (celle opérée par l'équipe *Strates* par exemple), d'autres types de statistiques nous parlent eux d'un processus de *technologisation de l'emploi industriel* et non pas de désindustrialisation. Ce changement d'étiquette n'est pas seulement formel. Il a une réelle valeur heuristique, car il nous invite à penser différemment les évolutions en cours. Car, évidemment, ce processus de technologisation de la production n'est pas nouveau en soi. Il a démarré avec l'invention de la bêche et du tournevis, de la faucille et du marteau (si on me permet ce clin d'œil) et se poursuit, aujourd'hui, avec l'essor d'outils de plus en plus perfectionnés, de plus en plus automatisés et informatisés. Ce premier constat pour trivial

qu'il puisse paraître de prime abord, n'est en réalité pas sans conséquence sur la suite de l'analyse que l'on peut avoir des événements.

Nouvelle métamorphose du prolétariat

En effet cette mise en perspective nous invite inévitablement non pas à nier les mutations sociales en cours, mais à les relativiser en les replaçant dans une perspective historique plus ample.

Elle nous amène à nous rappeler que ce n'est pas la première fois qu'un important saut technologique a lieu, que cela a toujours provoqué de fortes évolutions sociales et que pour autant les questions socio-économiques n'ont pas disparu, que pour autant la structuration en classes de la société n'en a pas été fondamentalement affectée, même si le contenu et la position respective des différentes classes ont pu changer au cours du temps.

La première révolution industrielle n'a-t-elle pas engendré le déclin des *ouvriers-artisans* et l'essor des *ouvriers d'industrie* ? La seconde révolution industrielle n'a-t-elle pas substituée à l'ancien *ouvrier de métier*, l'*ouvrier spécialisé*, dont l'OS métallo, syndiqué, employé à vie ou presque dans une grande usine fordiste constitue l'archétype, que nous conservons tous en mémoire ? Somme toute, les mutations en cours ne s'inscrivent-elles pas dans cette histoire multi-séculaire ?

Quant certains, dont Bookchin, parlent de déclin, si ce n'est de disparition de la classe ouvrière, n'est-ce pas en fait une de ces formulations historiquement datées et géographiquement localisées qui tend en réalité à s'estomper pour donner naissance à une *nouvelle forme de prolétariat* dont on a encore quelque mal, il est vrai, à cerner l'organisation, la structuration et les contours ?

Entre l'hypothèse d'une fusion sociale en une immense et unique classe moyenne et celle d'une *reformulation de la division en classes de la société*, chacun peut évidemment choisir comme bon lui semble, mais il existe toutefois des faits qui tendent à montrer que la seconde hypothèse est sans doute largement plus fondée que la première.

Pour que l'hypothèse de l'homogénéisation sociale soit fondée, il faudrait d'une part que les inégalités sociales ne soient plus liées à la position sociale d'origine des individus ou à celle de leurs parents, mais à l'inverse qu'elles renvoient seulement à des questions de trajectoires individuelles plus ou moins bien réussies. Il faudrait, d'autre part, que ce qui différencie et à l'inverse unit les individus n'ait plus rien à voir avec des questions de positions collectives dans la hiérarchie sociale, mais à des choix individuels et à leur capacité tout aussi individuelle à assumer ces choix. Il faudrait enfin que les écarts socio-économiques tendent globalement sinon à disparaître, du moins à s'estomper.

En d'autres termes, trois types d'indicateurs peuvent nous permettre de mieux cerner laquelle de ces hypothèses est valide, laquelle ne l'est pas : la reproduction ou non des classes sociales, la différenciation entre classes sociales et l'homogénéité au sein des classes sociales, et enfin l'homogénéisation ou la polarisation de la société.

Sur la reproduction des inégalités sociales d'une génération à l'autre, *reproduction qui fonde en partie la notion de classe sociale*, nombre de recherches ont pu déjà nous éclairer précisément quant au devenir des enfants d'ouvriers. Ces derniers tendent effectivement à devenir à leur tour non pas tous ouvriers mais plutôt employés dans des services ou des commerces. Il y a donc bien modification sensible des conditions d'emploi et des systèmes d'emploi qui, de fait, se révèlent *beaucoup plus précaires* que par le passé. Mais si l'on regarde la position relative occupée par les parents ouvriers et par leurs enfants employés dans la hiérarchie sociale, on s'aperçoit alors qu'*elle n'est pas sensiblement différente*. Les uns comme les autres restent en position de *dominés*, sans aucune maîtrise des moyens de production et d'échange (autre que la grève évidemment), *sans autre ressource pour vivre que de louer leur force de travail* qu'elle soit manuelle ou intellectuelle. De ces premiers éléments, il apparaît alors clairement que la classe ouvrière d'antan est peut-être, dans nos pays, en voie de déclin numérique, mais que pour autant *le prolétariat est très loin de disparaître*. Ce prolétariat auquel participe les ouvriers *stricto sensu* se reproduit génération après génération, même si les transformations des processus de production (la technologisation) et des systèmes d'emploi (la précarité) en

modifient la matérialité, les conditions de vie et l'organisation socio-spatiale.

Sur la différenciation entre groupes sociaux maintenant, il s'avère certes que l'on n'est plus au temps de la blouse pour les ouvriers et du jabot pour les notables. Pour autant, la distinction entre groupes sociaux et l'imitation au sein des groupes sociaux continuent à s'opérer, de façon certes plus subtile, mais tout aussi efficace qu'auparavant. Pour ne prendre qu'un exemple, les marques ostensiblement portées sur les vêtements des lascars de banlieues et ce quelle que soit leur origine culturelle ne peuvent et ne sont évidemment confondues par personne avec les habits des jeunes bourgeois dont la qualité de la coupe suffit à elle-seule à marquer la position sociale. Ces éléments de distinction s'expriment de fait tant sur les habits donc que sur l'alimentation quoi qu'on en croie, les habitudes culturelles (cinéma, théâtre, livres, musique), ou encore et de façon encore plus subtile à travers les codes gestuels, le langage, l'accent, l'humour aussi... Avec le revenu et l'emploi, elles marquent au plus profond de nos quotidiens ce à quoi on participe et ce à quoi on ne participe pas, *ce que l'on est et ce que l'on est pas*.

Sur la question enfin, de la tendance à l'homogénéisation même relative des conditions de vie et des modes de vie, d'autres recherches ont pu montrer que ni la tertiarisation, ni l'urbanisation ne signifient que nous soyons dans une telle dynamique. Bien au contraire. *Ce que l'on nomme la crise économique* depuis le début des années 1970 (et qui n'en est pas une manifestation pour tout le monde) donne lieu à une **aggravation des inégalités sociales** tant entre pays riches et pays pauvres, qu'au sein des pays riches et au sein des pays pauvres. Comme le rappelle la ritournelle des statistiques sur les revenus et les conditions de vie, ces trente dernières années, les classes les plus privilégiées n'ont cessé de creuser l'écart qui les sépare des classes les plus défavorisées.

Somme toute, la question sociale, celle des rapports entre classes sociales restent au cœur de nos sociétés... et déterminent plus qu'amplement d'autres domaines comme l'environnement notamment. Comment envisager résoudre par exemple les problèmes

environnementaux actuels sans remettre en cause la course au profit, qui conduit certains pétropollueurs à affréter des épaves ambulantes qui viennent régulièrement dégueuler leur mazout sur les plages bretonnes et encore dans ce cas, en parle-t-on et se mobilise-t-on.

Pour le communalisme

L'analyse du municipalisme préconisé par Bookchin nous conduit en définitive à en récuser deux éléments principaux : *l'électoralisme* et *l'interclassisme*.

Pour autant, tout ce qu'il dit et tout ce qui nous a permis de développer cette analyse devrait-il nous conduire à conclure que l'idée même d'une action territoriale est absurde ? Assurément non !

Contrairement à ce qu'écrit Murray Bookchin, la structuration en classes de la société reste extrêmement prégnante et les questions socio-économiques centrales, voire déterminantes par rapport à d'autres problèmes notamment en ce qui concerne l'écologie. Vouloir réaliser l'égalité politique et sociale, en écartant la question de *l'égalité économique* est évidemment un non-sens, tant ces différents termes sont étroitement liés. Toutefois, les choses ne se posent plus dans les mêmes termes qu'autrefois et on ne peut donc continuer à invoquer les mêmes recettes pour y faire face.

Le rapport au travail s'est modifié ces dernières décennies, ce qui ne veut pas dire que les questions économiques se soient estompées. *La précarité de l'emploi* a également sensiblement transformé nos conditions de travail, de vie et plus globalement remis en cause une certaine forme de stabilité des rapports sociaux. Et cette double évolution a eu des effets sur les possibilités de structuration du prolétariat ainsi que sur les sujets qui lui posent particulièrement question aujourd'hui.

Les syndicats verticaux (d'entreprise), structure traditionnelle d'organisation des salariés, ont du mal à s'adapter aux nouvelles réalités sociales et notamment à l'instabilité d'emploi. Ce n'est évidemment pas un hasard si l'essentiel des syndiqués sont

fonctionnaires ou salariés dans des entreprises nationalisées. Ce déclin du syndicalisme vertical n'a, disons-le clairement, rien de réjouissant en soi, car en vis-à-vis les perspectives de nouvelles formes de structuration du prolétariat sont, pour l'heure, bien difficiles à discerner. Il doit de plus être relativisé. Car, en l'état, rien ne dit que nous allions vers un effacement total de cette forme d'organisation à plus ou moins long terme. Car il faut aussi prendre garde à ne pas mésestimer le poids et l'intérêt de cette forme de structure qui, d'une part représente toujours un effectif non négligeable et qui plus est organisé, et d'autre part peut effectivement être d'une redoutable efficacité dans la confrontation avec le patronat.

Ces choses étant précisées, le syndicalisme vertical ou d'entreprise est néanmoins en crise, ce dont ont parfaitement conscience les directions des grandes centrales. Et l'on peut douter avec raison que, dans l'avenir, ces types de syndicat réussissent à redevenir les structures centrales qu'elles furent par le passé, même s'il est clair qu'elles conserveront un poids et un rôle importants. Pour partie, il semble évident que cette perte d'influence est intimement liée au fait qu'il est de plus en plus difficile de s'organiser sur son lieu de travail. Dès lors, le quartier pourrait effectivement devenir un nouveau lieu d'organisation un peu à l'instar des *bourses du travail*, il y a un siècle. Cette idée est d'autant plus fondée que les classes sociales ont tendance à se regrouper dans les mêmes quartiers et que de ce fait les comités de quartiers pourraient effectivement être des éléments d'organisation sociale relativement opérante.

Mais le syndicalisme est-il uniquement en crise du fait d'une mauvaise adéquation spatiale avec les nouvelles réalités ? On peut en douter au vue des nouveaux types de conflits sociaux qui se développent aujourd'hui et qui tendent à montrer qu'une partie de ce qui fait enjeu désormais dans la société n'est plus obligatoirement liée à l'entreprise proprement dit et résolvable dans une perspective catégorielle, comme le font quotidiennement l'ensemble des syndicats.

La précarité d'une partie croissante de la population a transformé nombre de services publics en dernier filet de sécurité en l'absence de

quoi et de qui on ne peut plus vivre décemment. Et les transports collectifs, motifs de la plupart des émeutes de banlieue, et le prix de l'eau qui augmente sans cesse, et les cantines scolaires dont sont exclus tous les enfants dont les parents ne peuvent plus payer, et ces nuisances (autoroute, décharge, station d'épuration...) qui nous polluent l'existence et que l'on place systématiquement du côté des banlieues pauvres... Tous ces sujets sont devenus aujourd'hui centraux, même s'ils ne sont pas les seuls à cristalliser le mécontentement social, même si ce n'est pas autour d'eux que le mouvement social est le plus efficace.

Mais il n'empêche que ce nouveau type d'enjeux, celui des *services publics*, se pose désormais avec force, qu'il se pose au plan territorial et qu'il ne peut être résolu dans une approche catégorielle ou sectorielle. Ils ne peuvent être abordés que sous un *angle global* ce qui ne veut pas dire nécessairement radical, comme le montrent nombre de comités de quartier à dominante environnementale. Ces enjeux soulèvent toutefois les liens de causalité existant entre par exemple la dégradation de son environnement, le système capitaliste dans lequel seul le profit et donc la minimisation des coûts comptent, et enfin le système politique où pour une campagne électorale financée en dessous de table, on sacrifie sans vergogne la vie de certains habitants. Dans cette perspective et quelle que soit la radicalité de l'analyse réalisée, l'approche traditionnelle des confédérations syndicales semble relativement inopérante car, il est difficile sinon impossible dans ces domaines de vouloir traiter d'une question sans aborder *les causes et les conséquences*, comme cela peut être le cas lorsqu'on demande une augmentation de salaire. Quiconque s'est déjà battu, par exemple, autour des questions touchant à la restauration scolaire sait très bien qu'inévitablement il aura à répondre (et donc à réfléchir) sur quelle qualité à quel coût ? peut-on ou non accepter l'exclusion d'enfants dont les parents ne peuvent payer la cantine ? comment raisonne la municipalité ? pourquoi fait-elle ses choix, est-ce justifié ? comment, pour sa part, on aimerait que ça fonctionne ? et donc, comment on voit la question de l'accès, du prix, de la qualité de la nourriture ?

De fait, autant les luttes d'entreprises peuvent se faire au nom de l'intérêt immédiat des travailleurs et sans préjuger de ce qu'ils pensent et veulent sur le fond, autant les luttes territoriales qui ont notamment les services publics comme enjeux centraux sont à *haute teneur politique et idéologique*, teneur sans laquelle elles ne pourraient d'ailleurs ni mobiliser, ni exister.

C'est en définitive dans cette perspective que la proposition communaliste est posée. C'est dans ce cadre qu'elle doit être entendue.

Un communalisme qui se distingue du municipalisme bookchinien, même s'il existe des similitudes, même si des analyses peuvent être partagées.

Un communalisme qui se pose clairement dans le champ de la lutte de classes, qui n'entend aucunement réunir en son sein l'exploiteur et l'exploité, l'opresseur et l'oppressé, mais seulement les seconds contre les premiers.

Un communalisme qui tire son nom de la *Commune de Paris*, pour s'inscrire sans conteste dans une histoire, celle du mouvement ouvrier.

Un communalisme qui entend développer *tout à la fois* la contestation de l'ordre établi et la construction d'un monde nouveau, les luttes urbaines et les alternatives concrètes, notamment en matière de services publics autogérés.

Un communalisme qui se fonde sur l'action territoriale, non pour remplacer l'action syndicale mais pour conjointement avec elle tenter de donner un nouvel élan au mouvement social.

Un communalisme, qui s'adresse justement non pas aux seuls convaincus, mais à l'ensemble du mouvement social, sans sectarisme, mais sans pour autant mettre ses idées dans sa poche.

Un communalisme enfin, qui a l'honnêteté de reconnaître que son action est éminemment politique car il ne peut en être autrement et qu'en la matière ses convictions sont anarchistes, ses perspectives révolutionnaires et son but le communisme libertaire.

Paul Boino

Fédération Anarchiste Francophone

(1) Bookchin, 1988, *Une société à refaire*, ACL, p.178

(2) Ces syndicalistes "révolutionnaires" se réfèrent ici généralement à l'œuvre de Pierre Besnard. Il convient cependant de souligner que ce dernier, même s'il se contredit souvent dans ses ouvrages et même parfois à l'intérieur de ses ouvrages, même s'il est parfois très flou sur ces questions, n'a jamais écrit que la société future doit être uniquement gérée par les syndicats. Il écrit au contraire qu'elle doit être cogérée par les syndicats et des assemblées territoriales. Par la suite, certaines personnes se réclamant de Besnard ont effectivement pu transformer ses propos en considérant que ces assemblées territoriales ne pouvaient être que les Unions Locales, Départementales et Régionales des syndicats, ce qui revient alors à faire effectivement gérer la société uniquement par les syndicats et par les producteurs en tant que producteurs. Cette perspective, qui est redisons-le celle de certains syndicalistes révolutionnaires et non de P. Besnard proprement dit, exclut effectivement de facto tous ceux et celles qui ne travaillent pas (jeunes, vieux, malades). Cela revient en outre à vouloir faire prendre les décisions de production non en fonction de la demande exprimée et dans le cadre de choix de société parfois fondamentaux (par exemple de l'électricité mais à quel prix social et environnemental, avec ou sans nucléaire ?)... mais en fonction de ce que veulent ou non ceux qui détiennent les moyens de production.

(3) Partiellement seulement, car il manque évidemment la question des fédérations de producteurs.

(4) Voir le *communisme libertaire* d'Isaac Puente et la motion de la CNT au congrès de Saragosse en 1936.

(5) Pour en rester au cas de la Croix-Rousse et de la candidature Mimmo, il est clair que les groupes d'extrême-gauche ou de gauche ont déjà leur candidat, tout comme les différents courants écologistes, quant aux structures libertaires (FA, CNT, squats, etc.), c'est peu dire qu'elles sont hostiles à cette candidature.

POING FINAL

La Fraternité...

La révolution [française] de 1793, quoi qu'on en dise, n'était ni socialiste, ni matérialiste, ou, pour me servir de l'expression prétentieuse de M. Gambetta, elle n'était pas du tout *positiviste*. Elle fut essentiellement bourgeoise, jacobine, métaphysique, politique et idéaliste. Généreuse et infiniment large dans ses aspirations, elle avait voulu une chose impossible : l'établissement d'une égalité idéale, au sein même de l'inégalité matérielle. En conservant, comme des *bases sacrées*, toute les conditions de l'inégalité économique, elle avait cru pouvoir réunir et envelopper tous les hommes dans un immense sentiment d'égalité fraternelle, humaine, intellectuelle, morale, politique et sociale. Ce fut son rêve, sa religion manifestés par l'enthousiasme et par les actes grandioisement héroïques de ses meilleurs, de ses plus grands représentants. Mais la réalisation de ce rêve était impossible, parce qu'elle était contraire à toutes les lois naturelles et sociales.

Elle avait proclamé la liberté de chacun et de tous, ou plutôt elle avait proclamé le droit d'être libre pour

chacun et pour tous. Mais elle n'avait donné réellement les moyens de réaliser cette liberté et d'en jouir qu'aux propriétaires, aux capitalistes, aux riches.

Liberté, Égalité, Fraternité. Mais quelle égalité ?
L'égalité devant la loi, l'égalité des droits politiques, l'égalité des citoyens, non celle des hommes, parce que l'État ne reconnaît point les hommes, il ne connaît que les citoyens. Pour lui, l'homme n'existe qu'en tant qu'il exerce, ou que par une pure fiction, il est *censé exercer* les droits politiques. L'homme qui est écrasé par le travail forcé, par la misère, par la faim, l'homme qui est socialement opprimé, économiquement exploité, écrasé, et qui souffre, n'existe point pour l'État qui ignore ses souffrances et son esclavage économique et social, sa servitude réelle qui se cache sous les apparences d'une liberté politique mensongère. C'est donc l'égalité politique, non l'égalité sociale.

Tant qu'il n'y aura point d'égalité économique et sociale l'égalité politique sera un mensonge.

Voilà ce que les plus grands héros de la Révolution de 1793, ni Danton, ni Robespierre, ni Saint-Just, n'avaient point compris. Ils ne voulaient que la liberté et l'égalité politiques, non économiques et sociales. Et c'est pourquoi la liberté et l'égalité fondées par eux

ont constitué et assis sur des bases nouvelles la domination des bourgeois sur le peuple.

Ils ont cru masquer cette contradiction en mettant comme troisième terme de leur formule révolutionnaire la *Fraternité*. Ce fut encore un mensonge ! Je vous demande si la fraternité est possible entre les exploités et les exploités, entre les oppresseurs et les opprimés ? Comment ! Je vous ferai suer et souffrir pendant tout un jour, et le soir, quand j'aurai recueilli le fruit de vos souffrances et de votre sueur, en ne vous en laissant qu'une toute petite partie afin que vous puissiez vivre, c'est-à-dire de nouveau suer et souffrir à mon profit encore demain ; le soir, je vous dirai : *Embrassons-nous, nous sommes des frères* !

Telle est la *fraternité* de la Révolution bourgeoise.

Michel Bakounine (Œuvres)

